

>>Aventure

Joël N. TOREAU

>Joël N. Toreau a été pendant 5 ans animateur du réseau Action culturelle en milieu rural. Ce dossier consacré aux réseaux culturels lui donne l'occasion d'avancer un point de vue personnel sur une l'histoire forcément collective.

Les réseaux culturels d'établissements agricoles ne datent pas d'hier : si l'on rassemble sous ce terme les regroupements plus ou moins formalisés de professeurs d'éducation culturelle, on se souvient que certaines régions en ont vu très tôt la nécessité, pour créer des dynamiques dans les établissements, échanger les pratiques, monter des projets communs de diffusion culturelle ou de création artistique. C'est ainsi que j'ai pu, dès 1975, participer à de telles rencontres en Poitou-Charentes -rencontres organisées par le service régional- et découvrir à quel point elles sont fructueuses en retombées dans les établissements.

Dans l'expérience que j'ai pu mener, du réseau régional au réseau national, j'ai pu constater que dans la dynamique qui préside à la naissance et au fonctionnement des réseaux, ce sont évidemment les mêmes logiques qui prévalent.

A travers leur mise en réseau, les acteurs recherchent d'abord la possibilité, sur le mode du compagnonnage, d'échanger des informations, des pratiques, des préoccupations qui relèvent de l'exercice du métier. En ce sens, le réseau est un lieu de réflexion en commun, d'aide mutuelle, de formation professionnelle et d'intégration des nouveaux collègues.

Le réseau est aussi un outil d'action collective : on y élabore des projets montés en commun, qu'on négocie en commun auprès de l'institution et des partenaires, on y recherche des complé-

mentarités entre établissements, on met en œuvre de logiques fédératives, et on expérimente ensemble de nouvelles pratiques professionnelles. Parce qu'il rompt l'isolement des acteurs, le réseau offre, dans un climat stimulant et créatif, un temps privilégié pour l'échange et l'innovation.

C'est dans les années 86-87 que deux réseaux régionaux se construisent autour de la mission d'animation rurale, et plus spécifiquement de l'action culturelle : il s'agit du CRARC en Aquitaine, et de Rur'Art en Poitou-Charentes. Deux réseaux avec deux histoires bien différentes : dans le premier cas, le réseau se construit à partir de la rencontre de deux fonctionnaires de la DRAC et de la DRAF, Pierre-Luc Bonnin et Jacques Baudilis, qui décident d'impulser une collaboration dont profiteront les établissements agricoles ; l'important est de donner d'abord forme à cette collaboration en structurant le réseau informel des établissements dans un cadre juridique pertinent (un complexe d'établissements). Dans le second cas, des professeurs d'ESC d'un lycée (il se trouve que j'étais l'un d'eux) cherchent à faire partager à leurs collègues des autres établissements l'expérience acquise au cours d'actions conduites en partenariat avec la DRAC, et à convaincre le service régional d'organiser la mission. Pour aller vite, disons que nous avons à la naissance de ces deux réseaux, d'un côté, une politique dynamique des administrations régionales, de l'autre, des contenus sans cadre (celui-ci s'est constitué péniblement plus tard). Soit l'institution a la volonté de favoriser l'innovation et les partenariats, souhaite créer un espace de rencontre et d'échanges entre acteurs, encourager et accompagner les initiatives, et elle impulse le réseau ; soit le réseau se construit d'abord officieusement, par la volonté des acteurs eux-mêmes, soucieux de développer leurs pratiques, et d'obtenir une reconnaissance de leur travail par leur propre

institution. Il n'y a pas à mon sens de modèle meilleur qu'un autre. Car ce qui compte, c'est qu'à un moment donné la logique des acteurs puisse rencontrer la logique de l'institution. Mais la rencontre, de fait, est peu fréquente. Là est d'ailleurs toute la question, et nous y reviendrons.

Peu à peu, d'autres régions suivent des logiques analogues (Rhône-Alpes, qui a une longue expérience de collaborations entre établissements, Franche-Comté, Midi-Pyrénées, Champagne-Ardenne...), mais les contacts inter-régionaux sont rares, et ont lieu de manière informelle, épisodique, par la bande. On sent pourtant bien, à l'époque, qu'il faut prendre acte de la loi de 84 sur les missions de l'enseignement agricole, et organiser, dans les régions, la mission d'animation rurale. D'ailleurs, les choses avancent entre 89 et 92 : le CRARC est devenu un complexe régional d'établissement, et Rur'Art une section du CRIPT(1) Poitou-Charentes ; CHAMP'ART se crée en Champagne-Ardenne sur le même principe ; la région Midi-Pyrénées monte, sans structure spécifique, des réseaux culturels sur des thématiques (cinéma et théâtre...), Rhône-Alpes se structure plus fortement... mais tout cela se fait dans le cadre de logiques régionales, en fonction des acteurs en présence, des opportunités et des contraintes locales. Chacun expérimente chez lui, mais nulle part on ne mutualise.

C'est en 1994 que le bureau de l'Animation rurale, animé alors par Jean-François Ayats, décide de proposer aux acteurs de ces réseaux la création d'un réseau national pour disposer d'un espace d'échange, développer le volet culturel de la mission d'animation rurale, et valoriser le travail accompli dans les établissements. Très rapidement, l'inspection de l'ESC, et la DDF (2) du ministère de la Culture sont associées à l'initiative, et une rencontre nationale rassemblant des correspondants de toutes les régions pose les

(1) Complexe régional d'information technique et pédagogique

(2) délégué au développement et aux formations, devenue aujourd'hui DDAT, délégation au développement et à l'action territoriale

bases du réseau. Au cours de ces rencontres, Bertrand Hervieu définit le sens de l'action culturelle des établissements.

Un consensus se crée en effet rapidement sur les éléments du constat : si les missions sont clairement affirmées au niveau national, les situations locales sont très variables, d'un établissement à l'autre, d'une région à l'autre. Or, la question essentielle pour l'E.S.C., c'est celle du cadre et de la pérennisation de l'action culturelle : quand les actions sont ponctuelles, remises en question chaque année, toujours renégociées, épuisement et découragement guettent rapidement le militant le plus convaincu. Bref : comment inscrire durablement l'action culturelle dans la culture de chaque établissement ? comment animer le dispositif pour qu'il se construise dans la durée ? La constitution de réseau apparaît comme l'élément essentiel d'une dynamique régionale, parce qu'il permet non seulement de partager l'innovation et de mutualiser des ressources techniques, mais aussi de mieux faire reconnaître l'intérêt de ces démarches d'action culturelle, dans le système lui-même (les établissements notamment) comme à l'extérieur, auprès de nos partenaires. Un réseau régional est une force collective essentielle pour stimuler les établissements, monter les actions, partager les expériences, c'est le lieu où s'élabore concrètement, sous l'impulsion du service régional, l'action culturelle des établissements, négociée avec les partenaires régionaux de l'enseignement agricole, la DRAC et le Conseil Régional au premier chef.

Pour mutualiser l'expérience des régions, un réseau constitué de relais régionaux devenait une évidence : il s'appellera Action culturelle en milieu rural, et viendra rejoindre le groupe des réseaux nationaux mis en place par la sous-direction FOPDAC. De même, lors de cette rencontre inaugurale de 94, il apparaît nécessaire de mettre en place un outil de réflexion et de diffusion de l'information : ce sera Champs Culturels, dont le numéro zéro sortira en novembre 94. Une équipe se constitue pour devenir tour à tour groupe de réflexion du réseau national et comité de rédaction de la revue. Suivant les thèmes à l'ordre du jour les participants de ce comité ouvert varient. Un certain nombre de chantiers sont mis en place, dans le cadre des objectifs que le réseau s'est fixés (voir encadré).

La revue est vite devenue l'outil essentiel du réseau national, pour tisser des liens entre régions, approfondir la réflexion, croiser les pratiques, mettre en place des stages de formation, valoriser l'action des établissements. Il nous a fallu un peu de temps pour roder la formule et poser une ligne éditoriale satisfaisante. Champs Culturels fut d'abord une revue " vitrine " (une vingtaine de pages en couleur, sujets variés,

un seul article de fond). Mais très vite s'est imposée l'idée de construire les numéros autour de thématiques qui nous paraissaient prioritaires : pour faire le point sur des pratiques culturelles et artistiques (images, théâtre, environnements sonores, écriture), ou croiser nos préoccupations avec d'autres dynamiques (éducation à l'environnement). Pour cela nous avons fait le choix de supprimer la couleur, augmenter la pagination, et faire appel systématiquement à des " plumes " : des chercheurs, des artistes, des institutionnels, dont nous croisons les regards avec ceux des collègues des établissements. Les échos que nous avons de l'impact de la revue sont plutôt positifs. Champs Culturels a acquis auprès de nos partenaires et de nos collègues une certaine notoriété : globalement, on salue la qualité de l'ensemble (fond comme forme). Mais, paradoxalement, ce n'est pas l'avis général chez nos collègues, qui reprochent parfois à la revue son " intellectualisme " (voir encadré).

Chaque numéro est tiré à 3.500 exemplaires et s'épuise rapidement, après diffusion selon la ventilation suivante :

Etablissements agricoles	1100
DRAF / SRFD / DRAC / DRJS /	
Rectorats	200
Professeurs ESC	350
DRAC	200
Ministères	250
Partenaires régionaux	800
(diffusion par les correspondants)	
Divers (organismes partenaires, personnes - ressources...)	300
Distribution sur événements (séminaires, rencontres...)	200
Archivage	100

Mais le travail du réseau national ne se limite pas à la production de la revue : échanges d'informations entre régions, avec l'inspection d'E.S.C., avec les autres réseaux thématiques, mais aussi rencontres en région avec les professeurs d'E.S.C., que la demande vienne du service régional ou des animateurs (généralement pour réfléchir à la mise en réseau des établissements ou faire le point sur des questions techniques). Le réseau national a aussi une fonction de conseil (il peut être consulté sur un certain nombre de dossiers en cours), suit les échanges entre culture et agriculture, sur la question de la convention, par exemple, ou de la future circulaire sur l'éducation artistique...

En 1997, le réseau a rejoint le dispositif Pygmalion(3) pour être là encore force

(3) Dispositif de recherche-action impulsé par la DGEF. l'action Pygmalion pour l'éducation artistique et l'action culturelle s'est mise en place le 6 février 98. Un ensemble de 28 lieux menant des opérations pilotes ont travaillé à la mise en commun de ressources « médiation artistique et culturelle ». Quatre groupes de travail ont été constitués :

Art du spectacle, Arts plastiques et paysage, Images, Dynamiques régionales. Un comité de pilotage a été constitué à l'ENFA (Ecole Nationale de Formation Agronomique) à Toulouse.

de proposition, et participer à la réflexion commune sur la mise en œuvre de l'éducation artistique dans les établissements. Ce travail a débouché sur la création d'ateliers thématiques, la mise en commun de ressources pédagogiques, la création d'une conférence internet pour en assurer la diffusion et intensifier les échanges(4).

Enfin, je souligne la qualité des relations que le réseau a entretenues avec le bureau chargé de l'animation, Jean-François Ayats d'abord, puis le chargé de mission pour l'action culturelle, Pascal Faucompré : qu'une institution suscite des réseaux, c'est stimulant ; qu'elle accompagne le travail du réseau en lui donnant des moyens (en temps et en fonctionnement), en lui laissant exercer une réelle autonomie, c'est à mon sens suffisamment remarquable pour que je le signale ici.

Pour apporter ma contribution à la réflexion de ce dossier consacré aux réseaux, je voudrais pour terminer faire quelques remarques.

Les réseaux régionaux existent un peu partout, mais avec des statuts bien différents : souvent informels, parfois simplement tolérés, mais rarement encouragés, sans doute parce que les services régionaux n'en voient pas toujours l'intérêt, ou craignent des dérives possibles, ou encore que la "base" n'a pas suffisamment su faire valoir l'intérêt de l'opération. De fait, la plupart des réseaux régionaux ont connu (et connaissent encore) une histoire souvent difficile, du fait de malentendus, de déficits de communication, voire de confusions dans l'institution elle-même ou chez les acteurs de terrain. On peut essayer ici de faire émerger quelques-unes des difficultés qui obèrent le travail des réseaux. J'en vois trois principales.

1. D'un côté des professeurs d'ESC, mobilisés, du fait de leurs fonctions, sur des actions qu'ils estiment nécessaires et légitimes (ne serait-ce que parce que l'institution les encourage dans leur mission, à travers de nombreux textes réglementaires). De l'autre une institution qui, certes, affirme ces missions, mais qui, pour des raisons liées, au mieux, à l'insuffisance des moyens, au pire, à la méconnaissance des enjeux éducatifs de l'action culturelle, relègue celle-ci au rang de " cerise sur le gâteau ". Les acteurs des établissements sont donc placés devant un système à double contrainte, qui les amène à batailler pour faire entendre leur voix, alors même qu'ils sont persuadés qu'ils ne devraient pas avoir à le faire puisque l'institution les a mis là pour faire ce travail... On attend encore l'affirmation d'une politique claire, depuis les intentions jusqu'aux moyens mis en œuvre.

2. Une autre raison, qui relève du fonctionnement des organisations, c'est que les réseaux sont nés du militantisme des professeurs d'ESC qui, dès qu'ils s'organisent, apparaissent comme autant d'éléments perturbateurs. Ceux-
(4) Voir le compte-rendu des ateliers en pages centrales.

ci sont en effet amenés " tout naturellement " à porter un discours qui n'est plus simplement technique, mais un discours plus général qui remet en question l'autorité hiérarchique et les modes de décision : ils entrent ainsi en conflit avec les structures qui ont, elles, vocation à décider. Et " tant que les réseaux ne définissent pas leur légitimité par des hypothèses qu'ils cherchent à valider par des consensus, on les perçoit comme agissant dans le non-dit -et donc comme cherchant à être vizirs à la place du vizir.. " : ce que rappelait Claude Benois lors des rencontres des réseaux en 96. Bref, les réseaux sont parfois soupçonnés de devenir des sortes d'antichambres syndicales : dès lors, pourquoi réunir des professeurs si le réseau régional entraîne des " dommages collatéraux " difficiles à gérer ?

3. Autre incompréhension : puisque, dans les régions " pionnières ", le réseau régional est reconnu et encouragé, et qu'un animateur dispose de temps pour assurer le suivi des dossiers, alors le modèle doit être appliqué systématiquement ! Cette idée, portée par des acteurs dans les établissements, traduit la méconnaissance de l'histoire de la dynamique régionale qui a conduit progressivement à la reconnaissance du réseau, aux nombreuses étapes de concertation, de légitimation qui ont été nécessaires pour aboutir, et à des opportunités ou des contraintes spécifiques. Quant au service régional, il est alors pointé comme le mauvais élève de la classe... On se doute de ce qui arrive dans ce cas-là : rien ne se passe plus, chacun restant retranché sur ses positions. On sait bien pourtant que la reconnaissance ne peut être un préalable, elle n'arrive qu'avec les actions elles-mêmes : des actions observables, donc visibles, et évaluées ; si le réseau est utile, s'il fait avancer les choses, prouvons-le, même modestement dans un premier temps. Qu'apportent les autres missions à la mission centrale de formation? CQFD. Enfin, si les réseaux se conçoivent comme des minorités agissantes dans l'ombre, ils ne seront jamais d'accord avec personne, ni jamais reconnus ; il leur faut trouver leur place, sans remettre en question les fonctions d'autorité qui, elles, ont besoin de ne pas fonctionner avec des discours d'autorité, mais avec les compétences que peuvent apporter les réseaux. L'efficacité est au prix de cette collaboration : les réseaux interpellent, proposent, organisent ; les services régionaux disposent. Mais les services régionaux décideront d'autant mieux

que le travail de collaboration sera fait en amont, qu'il y aura eu validation (applique-t-on les bonnes règles?, s'appuie-t-on sur des hypothèses pertinentes? où en est la recherche?...) par référence avec des problématiques actuelles, qui n'appartiennent ni aux réseaux, ni aux SRFD, mais qui permettent de se situer, de passer de la science à la doctrine, du savoir à l'action. On comprend alors peut-être mieux quelle fonction s'est donnée cette revue.

Nul doute que de part et d'autre il reste encore du chemin à parcourir. En ce qui concerne le réseau national, on doit s'interroger sur ce qu'il peut apporter aux réseaux régionaux, certes, mais aussi à la réflexion sur le volet socioculturel des projets d'établissement. Sur le premier point, il a fait ce qu'il pouvait faire, et tous les espoirs se portent sur l'étude menée par la coordination des DRIF sur l'organisation régionale(5) . Le second point constitue aujourd'hui, à mon sens, la priorité : comment articuler mission de formation et mission d'animation dans l'établissement ? La question du temps d'animation des professeurs d'ESC étant réglée, reste à construire des méthodologies rigoureuses de médiation culturelle, que certains ont déjà éprouvées, mais qui restent encore à approfondir et à partager.

Joël N.TOREAU
ENFA
05 61 75 32 75
joel.toreau@educagri.fr

(5) Dans le cadre de la réflexion Education artistique et culturelle, un groupe de travail a proposé de mener une étude sur l'organisation de la mission d'action culturelle en région. La coordination nationale des délégués régionaux pour l'ingénierie de formation, sur proposition de la sous direction FOD-PAC et des chefs des services régionaux, est chargée de cette étude.

